



Sanctions Économiques maintenant : l'UE est le premier investisseur en Israël

Description

Par Jasper van Teeffelen, le 15 Juillet 2025

Mardi 15 juillet, les ministres des Affaires Étrangères de l'Union européenne (UE) se réunissent à Bruxelles pour décider s'ils doivent imposer des sanctions à Israël. C'est un moment crucial pour que l'UE fixe une ligne rouge et cesse d'injecter des milliards d'euros dans l'économie israélienne, alimentant ainsi le génocide et l'occupation.

L'analyse réalisée par SOMO sur le commerce et les investissements étrangers entrants et sortants d'Israël révèle que quel point les économies européenne et israélienne sont étroitement liées. Sur la base de cette analyse, SOMO appelle à la suspension immédiate de l'Accord d'association UE-Israël, ainsi qu'à un embargo total sur les armes, des sanctions économiques étendues et une responsabilisation des entreprises.

Principales conclusions

- L'UE est le premier investisseur mondial en Israël, avec un volume près de deux fois supérieur à celui des États-Unis. Selon les données les plus récentes du FMI sur l'investissement étranger, les États membres de l'UE détenaient 72,1 milliards d'euros d'investissements étrangers en Israël en 2023, contre 39,2 milliards d'euros pour les États-Unis.
- Israël a lui-même investi 65,9 milliards d'euros dans l'UE, soit sept fois plus que dans les États-Unis (8,8 milliards d'euros). Cela fait de l'UE la principale destination des investissements israéliens.
- Malgré le génocide en cours contre les Palestiniens à Gaza et l'occupation illégale des Territoires palestiniens occupés, l'UE a augmenté ses exportations vers Israël de 1 milliard d'euros, passant de 25,5 milliards d'euros en 2023 à 26,7 milliards d'euros en 2024.

- L'UE est le plus grand partenaire commercial d'Israël : le commerce total entre l'UE et Israël (importations et exportations) s'est élevé à 42,6 milliards d'euros en 2024. C'est nettement plus que les échanges entre Israël et les États-Unis, qui ont atteint 31,6 milliards d'euros la même année.
- Parmi les États membres de l'UE, les Pays-Bas sont de loin le plus grand investisseur en Israël et représentent eux seuls deux tiers des investissements de l'UE en Israël. Aucun autre pays au monde n'a plus d'investissements en Israël. Avec 50 milliards d'euros d'investissements détenus par des entreprises néerlandaises en 2023, les Pays-Bas dépassent même les États-Unis. Inversement, les Pays-Bas sont également la principale destination des investissements israéliens, attirant six fois plus d'investissements qu'aux États-Unis.

Les liens économiques profonds de l'UE avec Israël

La Commission européenne et les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réuniront le 15 juillet à Bruxelles pour décider de la position de l'UE vis-à-vis d'Israël. Cette réunion fait suite à la reconnaissance publique par l'UE, en juin, qu'Israël pourrait avoir violé l'article relatif aux droits humains de l'Accord d'association UE-Israël. Selon cet accord, une telle violation devrait amener l'UE à réexaminer et suspendre les avantages commerciaux accordés à Israël. Une suspension qui ne représenterait toutefois que le strict minimum, compte tenu de l'ampleur des crimes atrociels commis par Israël et du fait que l'UE continue de fournir des armes à Israël.

L'analyse réalisée par SOMO sur les relations commerciales et d'investissement entre l'UE et Israël montre que l'économie européenne est profondément liée à celle d'Israël. L'UE est la première source d'investissement étranger en Israël et son principal partenaire commercial, ayant même augmenté ses exportations vers Israël depuis le début du génocide. Cela signifie que l'UE est le principal moteur de « l'économie du génocide » israélienne, fournissant au gouvernement israélien les recettes et ressources nécessaires pour poursuivre son occupation illégale et son génocide contre le peuple palestinien.

Dans son dernier rapport intitulé *From an economy of occupation to an economy of genocide*, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le Territoire palestinien occupé (TPO), Francesca Albanese, a étudié la complicité d'entités privées dans des crimes internationaux liés au génocide d'Israël à Gaza et à l'occupation illégale à travers le TPO. Elle affirme qu'Israël est en train de passer d'une économie d'occupation à une économie de génocide. Concernant le fait de tirer profit et de faciliter le génocide à Gaza, elle déclare : « Au cours des 21 derniers mois, tandis que le génocide d'Israël dévastait les vies et les paysages palestiniens, la bourse de Tel Aviv a grimpé de 213 %, gagnant 225,7 milliards de dollars de gains de capitalisation boursière. »

Pour illustrer quel point l'UE contribue et profite de l'économie israélienne, cette note fournit un aperçu des pays investissant le plus en Israël et recevant le plus d'investissements d'Israël. Cela repose sur une analyse des données d'Eurostat et du FMI relatives aux investissements directs étrangers (IDE) entrants et sortants d'Israël. Elle fournit également un aperçu du commerce UE-Israël, sur la base des données de l'UN COMTRADE.

L'UE est de loin le plus grand investisseur étranger en Israël

La figure 1 montre que l'UE, prise dans son ensemble (tous les États membres confondus), était en 2023 le plus grand des cinq principaux investisseurs en Israël. Les chiffres présentés correspondent aux «stocks d'IDE», c'est-à-dire la valeur totale des prêts et participations détenus par des entreprises d'un pays donné dans l'économie israélienne sur une année donnée. Le FMI ne publiera pas les données de 2024 avant décembre 2025, mais il est à noter que, selon le *World Investment Report 2025* de l'UNCTAD, l'IDE mondial vers Israël a augmenté en 2024.

La valeur des investissements de l'UE en Israël est presque deux fois supérieure à celle des États-Unis. En 2023, les États membres de l'UE détenaient des investissements en Israël d'une valeur de 72,1 milliards d'euros, contre 39,2 milliards d'euros pour les États-Unis sur la même période. Après l'UE et les États-Unis, les plus grands investisseurs en Israël sont la Chine, le Canada et la Suisse, selon les données qu'ils ont communiquées au FMI. À noter que, dans les données rapportées par Israël sur ses propres IDE, les Caennans apparaissent comme un investisseur étranger majeur avec 23 milliards de dollars en 2023. En raison d'un écart important dans les données d'IDE rapportées par Israël, la moitié des IDE entrants déclarés provenant de sources non précises, les chiffres présentés dans cet article reposent sur les données d'IDE déclarées par les pays investisseurs eux-mêmes.

Figure 1. Les 5 plus gros investisseurs

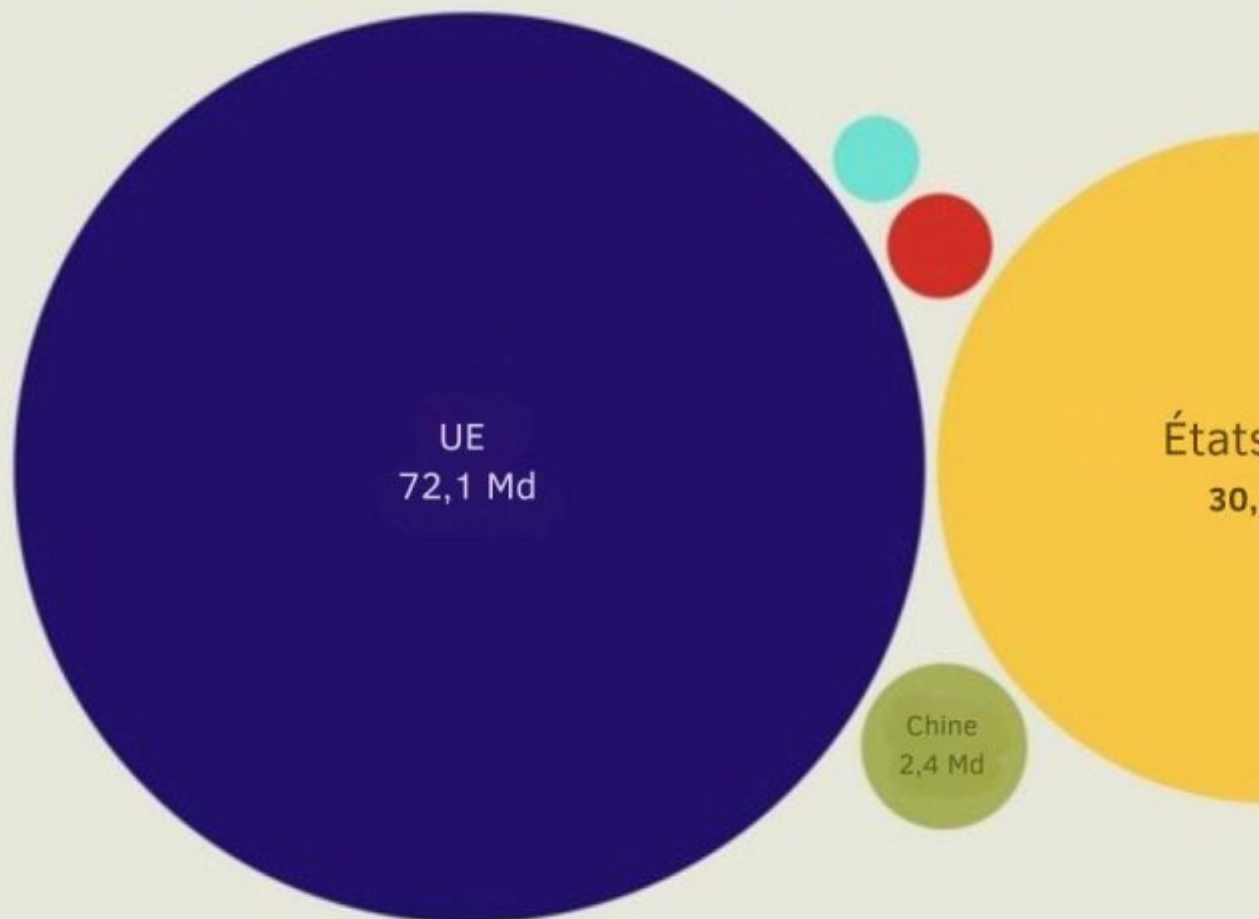


Figure 1. Les cinq plus gros investisseurs en Israël

Figure 2. Top 10 des membres de l'UE investissant le plus en Israël

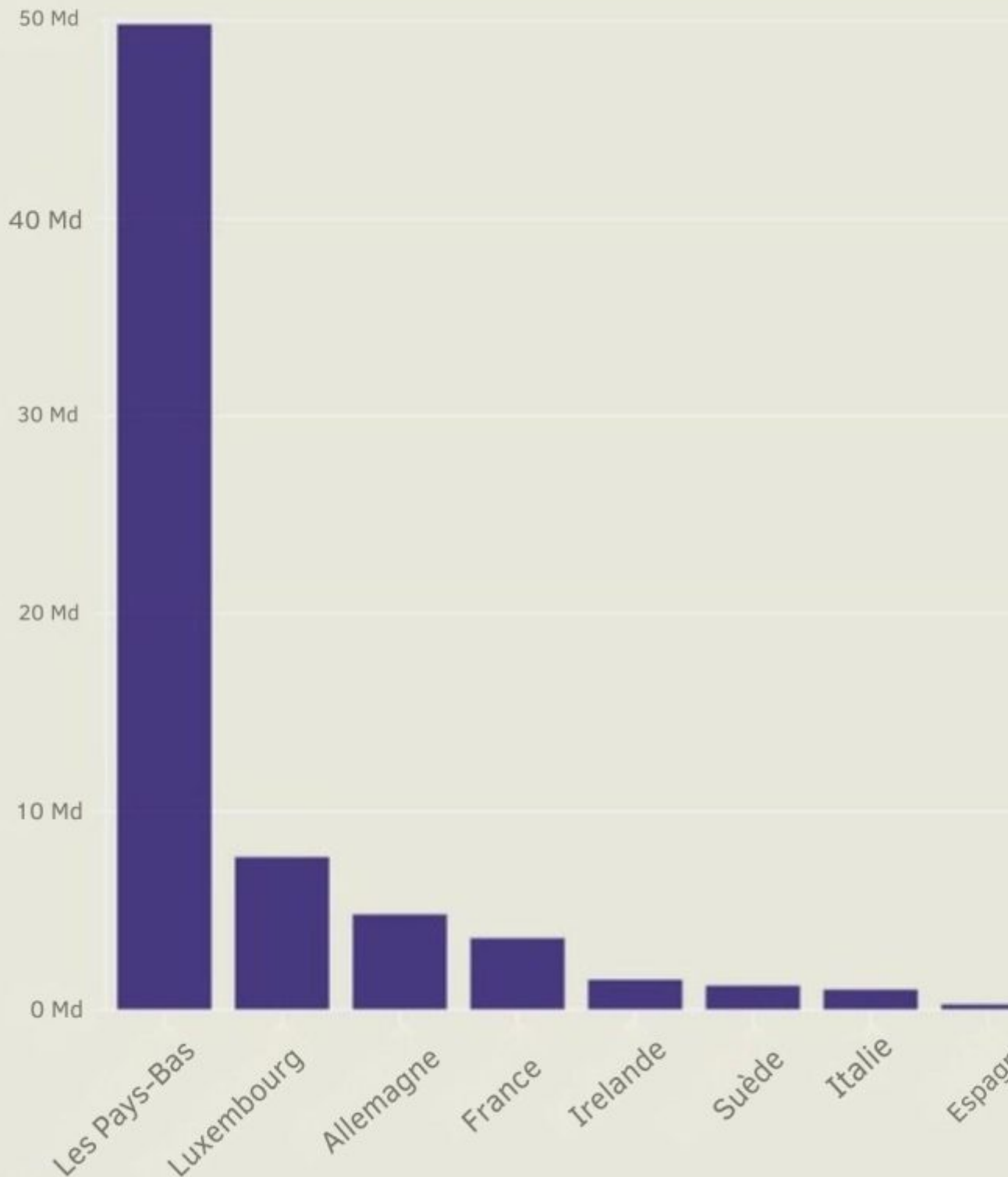


Figure 2. Top 10 des membres de l'Union Européenne investissant le plus en Israël

La figure 2 montre que les Pays-Bas représentent eux seuls les deux tiers des investissements de l'UE en Israël. En réalité, aucun autre pays n'investit davantage en Israël que les Pays-Bas : ils dépassent même les États-Unis et investissent dix fois plus que l'Allemagne. L'ampleur extrême des investissements néerlandais peut s'expliquer en partie par le rôle des Pays-Bas comme paradis fiscal et pays de transit. En raison de cette position, les Pays-Bas sont la deuxième plus grande source et destination d'IDE au monde, avec plus de 5 000 milliards de dollars de capitaux étrangers transitant par le pays.

Une grande partie de ces IDE pourrait être qualifiée d'« investissements fantômes », un terme utilisé par les chercheurs du FMI pour désigner des investissements qui ne sont pas liés à de réelles activités économiques dans le pays, mais servent à réduire la facture fiscale mondiale des multinationales. Toutefois, selon des données de la Banque centrale des Pays-Bas, seulement 12% des investissements néerlandais en Israël proviennent d'entités spécifiques, plus communément appelées sociétés dites aux lettres.

L'UE est de loin la plus grande destination des investissements israéliens

La figure 3 montre que l'UE est de loin la plus grande destination des investissements israéliens. Israël a investi 66 milliards d'euros dans l'économie européenne, soit plus de sept fois plus que dans l'économie américaine. Comme le montre la figure 4, les Pays-Bas se distinguent largement comme le premier pays destinataire avec 47,3 milliards d'euros, suivis par Chypre (6,9 milliards d'euros) et l'Allemagne (4,9 milliards d'euros) d'investissements israéliens.

Cela signifie que l'UE, et particulièrement les Pays-Bas, profitent fortement de l'économie israélienne. En raison de ces intérêts économiques et corporatifs importants, toute action de l'UE visant à imposer des sanctions économiques contre Israël sera fortement contestée par ceux qui bénéficient des investissements israéliens.

Figure 3. Les 5 principaux pays destinataires investissements israéliens en 2023

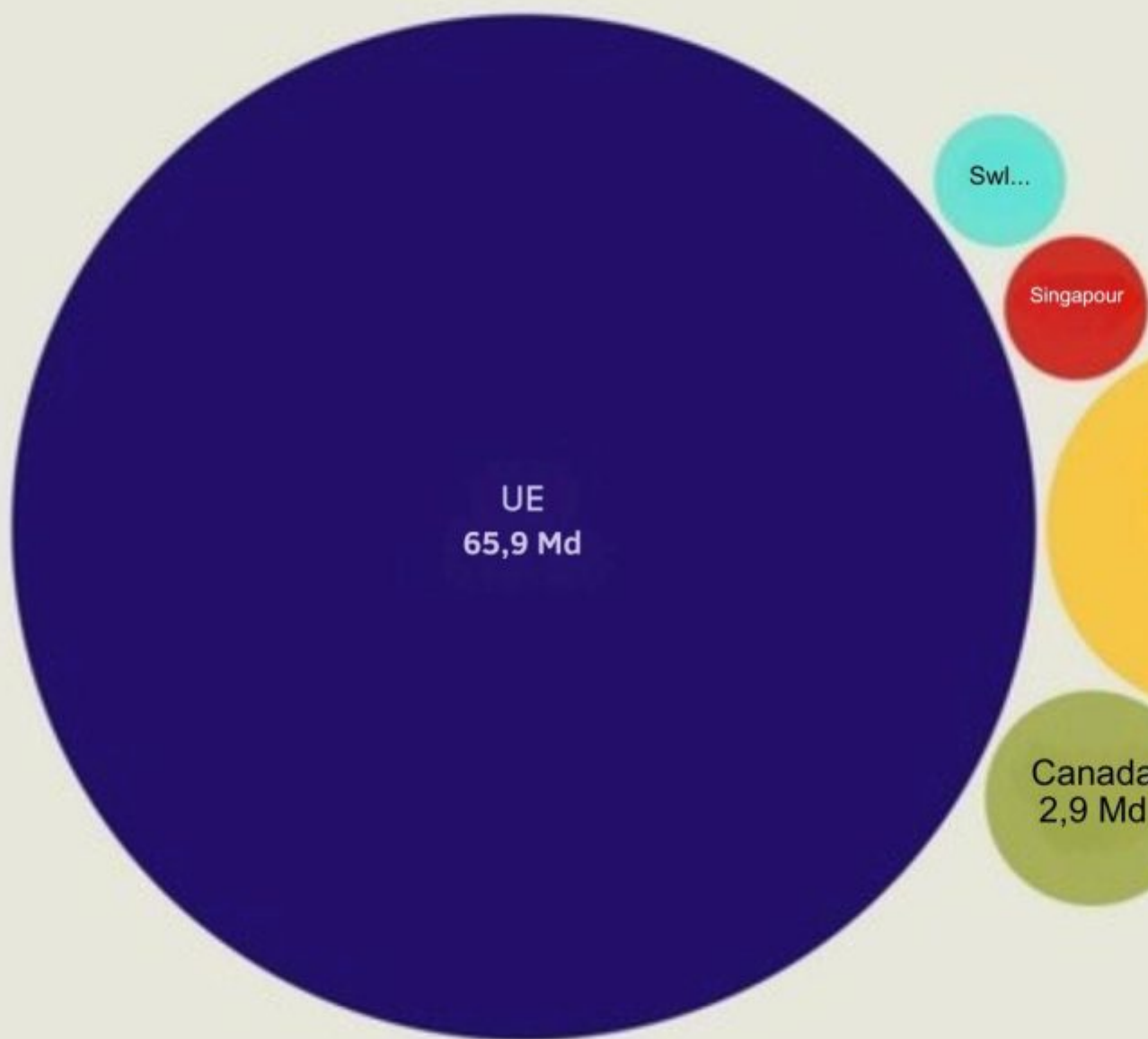


Figure 3. Les 5 principaux pays destinataires des investissements israéliens en 2023

Figure 4. Les 10 principaux États membres recevant des investissements en provenance d'Israël

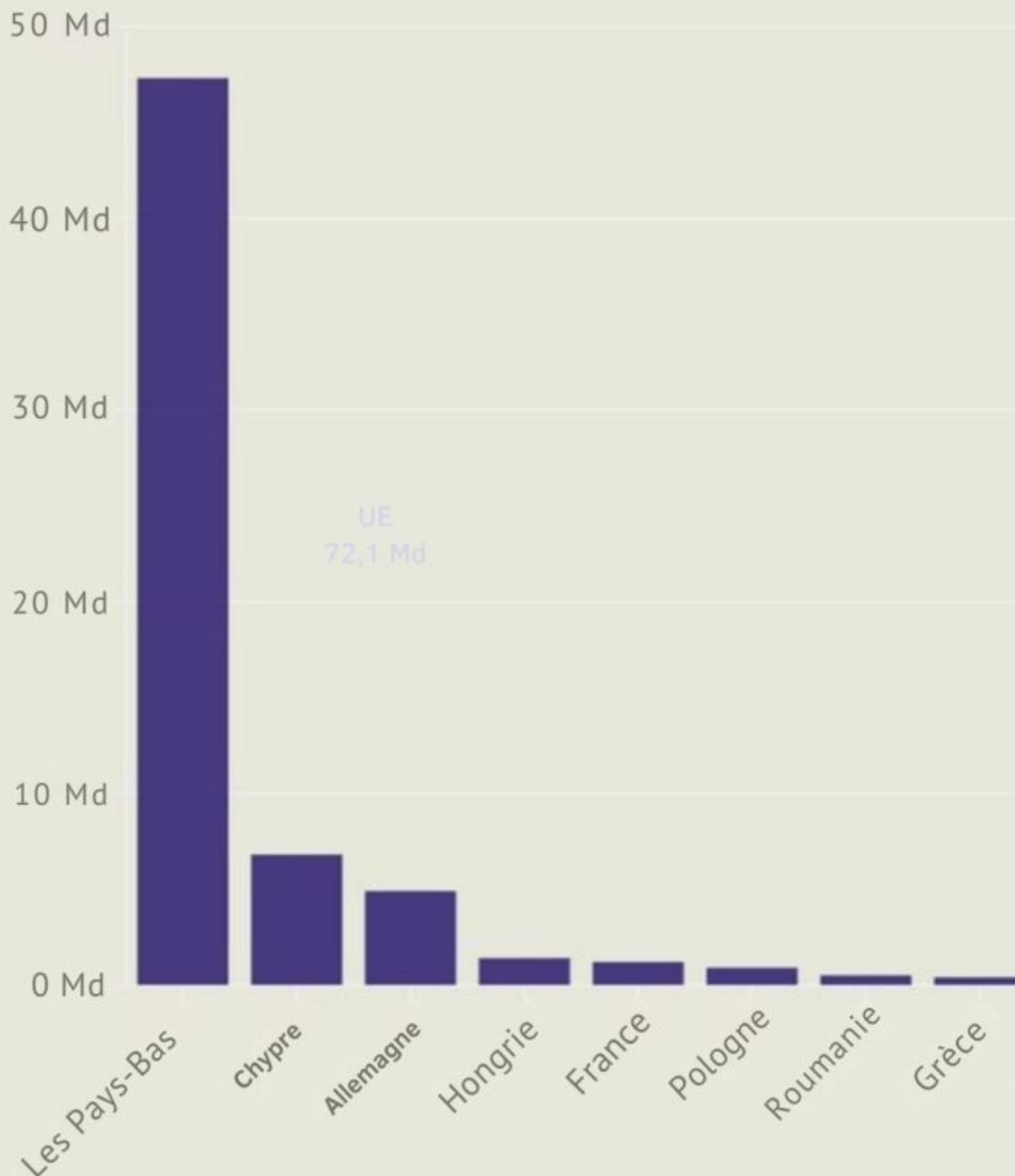


Figure 4. Les 10 principaux États membres de l'UE recevant des investissements en provenance d'Israël

Le commerce entre l'UE et Israël a augmenté en 2024 de 1 milliard d'euros pour dépasser 40 milliards d'euros

Selon des données de la Commission européenne et de l'UN COMTRADE, l'UE est le premier partenaire commercial d'Israël, comme le montre la figure 5. En 2024, un tiers du commerce total de biens d'Israël avec le reste du monde s'est fait avec l'UE. La valeur totale des échanges UE-Israël cette année-là s'est élevée à 42,6 milliards d'euros, soit nettement plus que le commerce d'Israël avec les États-Unis, qui a atteint 31,6 milliards d'euros en 2024. La Chine et l'Inde étaient respectivement les troisième et quatrième partenaires commerciaux d'Israël. Cela signifie que l'UE est le principal fournisseur de biens et de ressources d'Israël, ainsi que son plus grand marché en termes de ventes. Les dispositions de libre-échange incluses dans l'Accord d'association UE-Israël sont donc cruciales pour l'économie israélienne, et leur suspension pourrait avoir un impact considérable.

Fait frappant, le commerce total de biens entre l'UE et Israël a en réalité augmenté d'un milliard d'euros entre 2023, année où le génocide a commencé, et 2024. Cette hausse est due à l'augmentation des exportations de l'UE vers Israël. Cela signifie qu'au lieu de réduire ses liens commerciaux, l'UE a au contraire accru son approvisionnement en ressources vers l'économie israélienne, offrant ainsi au pays des ressources essentielles pour maintenir son économie de génocide et d'occupation.

Figure 5. Les quatre principaux partenaires commerciaux d'Israël

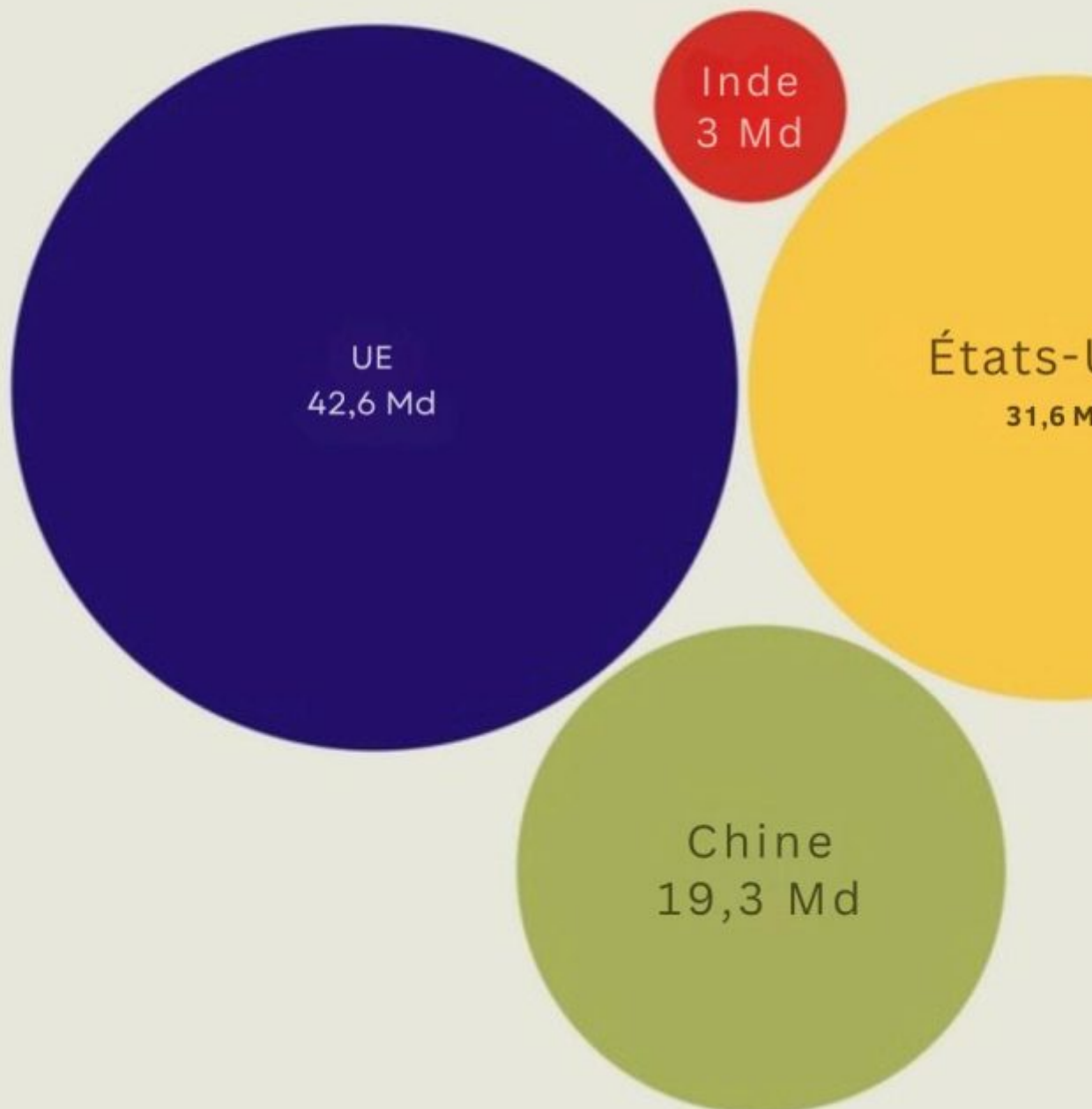


Figure 5. Les quatre principaux partenaires commerciaux d'Israël

L'UE a importé pour 15,9 milliards d'euros de biens en provenance d'Israël, principalement des machines, du matériel de transport et des produits chimiques. Inversement, elle a exporté pour 26,7 milliards d'euros de biens vers Israël, également majoritairement des machines et du matériel de transport.

Figure 6. Top 10 des partenaires commerciaux de l'UE avec Israël en milliards d'euros

■ Export ■ Import ■ Total

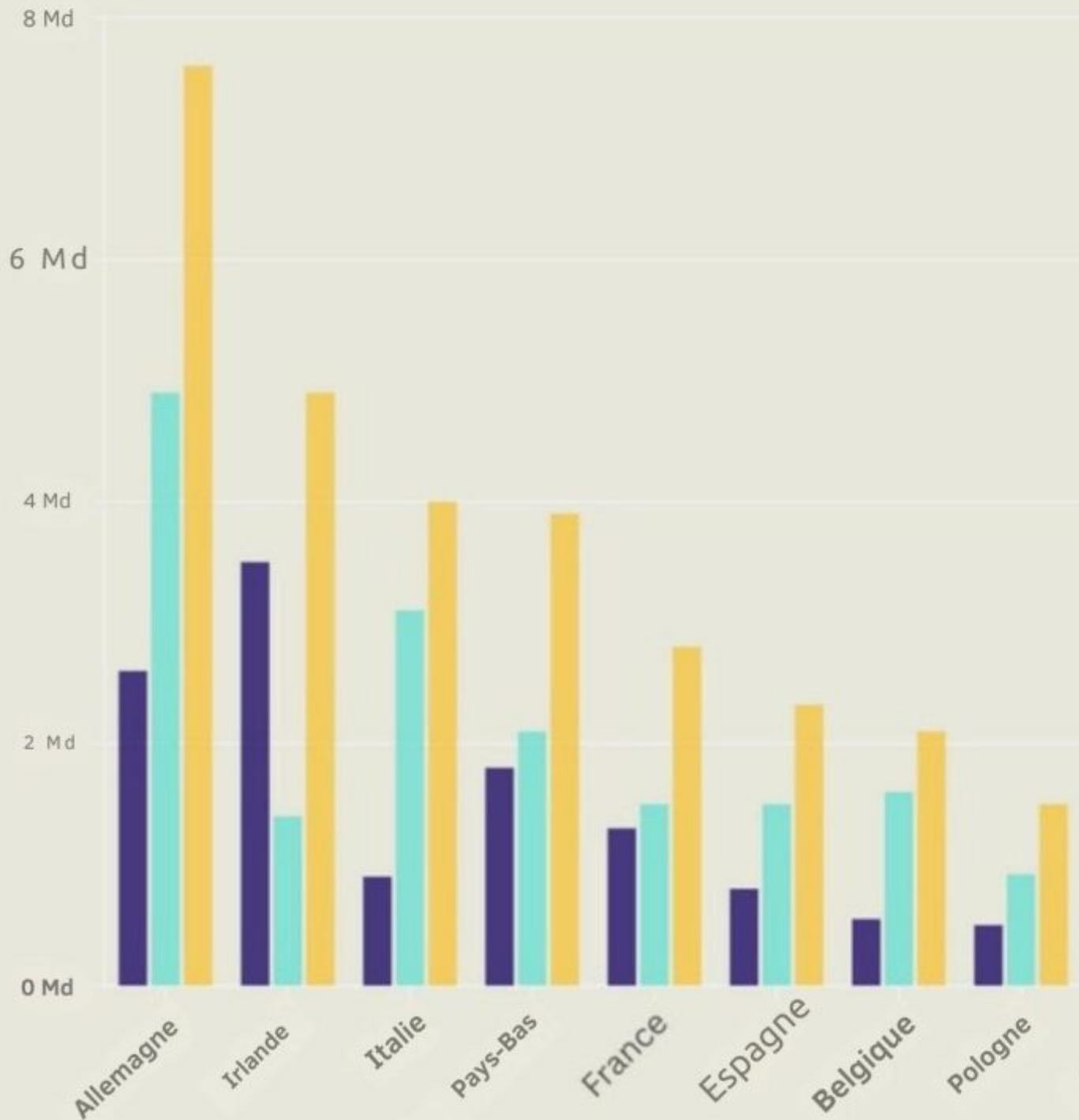


Figure 6. Top 10 des partenaires commerciaux de l'UE avec Israël en milliards d'euros

Stopper le «business as usual» : l'UE doit imposer des sanctions économiques à Israël

En vertu de la Convention des Nations unies sur le génocide, tous les États ont l'obligation d'utiliser tous les moyens raisonnablement disponibles pour prévenir un génocide. Les mesures exactes requises dépendent de la capacité d'influencer efficacement les actions des personnes susceptibles de commettre, ou d'être en train de commettre un génocide. La capacité d'action de l'UE est particulièrement importante : suspendre l'Accord d'association et imposer des sanctions couperait l'un des moteurs essentiels de l'économie israélienne.

De plus, dans son avis consultatif de juillet 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) a déclaré que la présence militaire et coloniale d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés est illégale. La CIJ affirme que tous les États doivent s'abstenir d'établir des relations économiques ou commerciales avec Israël [à l'exception de] susceptibles de renforcer sa présence illégale sur le territoire et d'y prendre des mesures pour empêcher tout commerce ou investissement qui contribuerait au maintien de cette situation illégale.

Plutôt que de profiter de l'économie israélienne du génocide et de l'occupation et de l'alimenter, l'UE a le devoir et l'opportunité d'exercer une pression économique majeure sur Israël pour exiger la fin de ses atrocités à Gaza et en Cisjordanie occupée. L'UE ne doit pas continuer à laisser ses intérêts économiques primer sur les vies humaines.

Elle doit instaurer un embargo total sur les armes et des interdictions d'exportation sur les biens à double usage, les technologies de pointe, les matières premières comme le pétrole et le gaz, ainsi que tous les autres produits pouvant contribuer aux capacités d'Israël à poursuivre son occupation et son génocide.

Comme le souligne le rapport de la Rapporteuse spéciale de l'ONU Francesca Albanese, de nombreuses entreprises actives en Israël contribuent directement au génocide et mettent en danger la vie des Palestiniens. L'UE doit garantir la pleine responsabilité de toutes les entreprises opérant en Israël. Toutes doivent se désengager de manière responsable lorsqu'elles risquent de contribuer directement ou indirectement aux crimes d'Israël contre les Palestiniens.

Vingt et un mois après le début du génocide, les gouvernements de l'UE doivent enfin fixer une ligne rouge et demander des comptes à Israël pour ses actes. Cela doit commencer par un embargo total sur les armes, des sanctions économiques et la responsabilisation des entreprises.

Traduction : ST pour Agence Media Palestine

Source : [SOMO](#)

date créée
2025/07/16